

Date de publication : 4 mai 2018

Auteur : [Eric Campos](#) - Directeur de la RSE de Crédit Agricole SA - DG de la Fondation Grameen Crédit Agricole



Lien vers l'article : <https://www.linkedin.com/pulse/lutter-contre-le-fl%C3%A9au-du-terrorisme-passe-aussi-par-des-eric-campos/>

Lutter contre le terrorisme passe par le développement économique des zones sur lesquelles il prospère



La conférence internationale sur la lutte contre le financement du terrorisme « No money for terror » s'est tenue les 25 et 26 avril dernier en présence de 500 experts et représentants de 72 pays des États membres du Groupe d'action financière (GAFI), des organismes régionaux de type GAFI (ORTG), du G20 et de la Coalition internationale contre Daech.

Cette conférence s'est ouverte sur une intervention de Peter Neumann, directeur de l'International Center for the Study of Radicalisation, qui insista sur la nécessité de revoir les modalités de lutte contre le financement du terrorisme car depuis quelques années, les attentats sont perpétrés à l'aide de moyens financiers de faible importance. Les sources de revenus, les méthodes de transfert et les dépenses des attentats perpétrés en Europe sont désormais majoritairement financés par les revenus ordinaires et légaux des terroristes ne dépassant pas quelques milliers d'euros. Ce terrorisme « Low Cost » apparaît comme difficile voire impossible à tracer et repérer à l'avance.

En reconnaissant que le **terrorisme prospère sur « la grande pauvreté, sur les déstabilisations climatiques (et qu'il) réussit à vivre d'une économie de trafics, trafic de drogue, trafic d'armes, trafic d'êtres humains, et à affaiblir profondément ou à essayer de déstabiliser tous les États de la région »**, le discours du Président de la République française, prononcé en clôture de la conférence, a permis de rappeler les combats à mener contre ce terrorisme « *mobile et inventif ... (qui) ne disparaît pas, mais s'adapte* » à des terrains multiples : le cyberspace, les territoires géographiques et l'espace carcéral. L'Etat français va s'investir sur cinq priorités : l'organisation d'un cadre légal et opérationnel en vue du recueil et du partage de l'information la plus large, la prévention du détournement des instruments financiers légitimes en luttant contre l'anonymisation des circuits financiers terroristes, le renforcement du contrôle des nouvelles technologies de la finance comme le mobile banking ou le crowdfunding, le soutien aux Etats vulnérables et la pression sur les Etats défaillants et le renforcement des moyens donnés au Groupe d'action financière international, l'instrument commun de la mobilisation de tous contre le financement du terrorisme.

L'Afrique est le continent qui abrite « l'arc de crise » du terrorisme qui court, comme l'a rappelé le discours du Président français, de la Corne de l'Afrique au Mali en passant par le bassin du lac Tchad et le sud de la Libye. **Mais l'Afrique est aussi le continent qui abrite plus de 50% de la pauvreté mondiale** (soit près de 400 Millions de personnes vivant avec moins de 1,9\$/jour dont 80% en zone rurale).

La pauvreté rurale extrême, le fort taux de chômage chez les jeunes et la dégradation de l'environnement forme ce qu'Akinwumi A. Adesina, Président de la Banque africaine de développement, appelle la « **triangulaire des calamités** ». Partout où sont réunis ces trois facteurs, « *les guerres civiles et le terrorisme s'enracinent et réduisent à néant l'aptitude à cultiver la terre et à accéder aux marchés* ». Selon le rapport récent publié par le Programme des Nations Unies pour le Développement^[1], « **les inégalités et la pauvreté sont des moteurs importants de l'exclusion sociale dont les conflits, les troubles sociaux et l'instabilité en sont la manifestation** ». L'inégalité des revenus au sein d'une même population

nationale est un facteur de l'équation de la violence. Comme le souligne ce rapport, « *l'intensité des inégalités représentée par le pourcentage du revenu dont disposent les 10% les plus pauvres par rapport aux 10% les plus riches de la population tend à être corrélé positivement aux divers indicateurs liés aux conflits* ».

Lutter contre le terreau fertile du terrorisme passe donc aussi par le développement économique des zones sur lesquelles il prospère, à condition qu'il participe de l'inclusion sociale ouvrant l'accès à l'espérance d'un avenir meilleur. Mais la mise en œuvre de ces deux facteurs est difficile tant elle se heurte à des contextes locaux complexes et structurellement inégalitaires. Elle ne peut donc être que le fruit d'approches convergentes, cohérentes et complémentaires d'une multitude d'acteurs publics et privés. C'est aussi l'esprit du propos du Président. Nous nous y associons pleinement.

Le développement économique des zones rurales façonne, structure, renforce les liens entre communautés et les échanges marchands participent de l'inclusion sociale, directe ou indirecte, de celles et ceux qui pourraient être tentés par d'autres voies plus obscures. Essentiellement agricole, il dépend de la présence d'établissements financiers adaptés à ces petites activités rurales. La plupart du temps, ce ne sont pas les réseaux bancaires classiques qui remplissent ces fonctions. Selon la Banque africaine de développement, le secteur agricole perçoit moins de 3 % du total des financements bancaires en Afrique alors que 60% des africains vivent dans la ruralité et sont fortement tributaires de ce secteur pour leurs moyens de subsistance. Cette petite agriculture, souvent de subsistance, est financée par deux types d'institutions : les établissements spécialisés, les caisses nationales de crédit agricole ou assimilées, lorsqu'elles existent, mais aussi, et probablement surtout, le secteur de la microfinance qui finance les crédits de campagne des producteurs africains et favorisent l'écoulement des productions dans les marchés locaux via le petit commerce de proximité. Selon une étude du CGAP (The Consultative Group to Assist the Poor), en Côte d'Ivoire par exemple, seuls 5% des agriculteurs déclarent détenir un compte bancaire.

Les institutions de microfinance sont aujourd'hui parmi les premiers financeurs de la ruralité africaine. Ces petites institutions, que la Fondation Grameen Crédit Agricole connaît bien en Afrique subsaharienne car elle en est l'un des partenaires privilégiés, accordent à leurs clients, majoritairement des femmes, des prêts de faible montant compris entre 50 et 600 euros avec un montant moyen de l'ordre de 250 euros. Ils sont délivrés en espèces, permettent aux emprunteurs ayant des garanties très limitées de développer ou de créer une activité génératrice de revenus (dans les activités agricoles, ils servent pour la plantation, la récolte, des achats de production, la création d'ateliers de réparation...), de vivre de leur travail, d'épargner et ainsi de pouvoir surmonter les accidents de la vie et globalement d'améliorer leurs conditions d'existence. A la différence du système financier classique, c'est donc une finance de proximité à vocation sociale qui s'adresse à des emprunteurs aux revenus souvent aléatoires et ponctuels. Les garanties exigées sont majoritairement basées sur la solidarité de groupe.

La démarche de la lutte contre la grande pauvreté rejoint donc directement l'alliance des institutions nationales et internationales contre le financement du terrorisme

présentée lors de la Conférence « No Money for terror ». Face à toutes les formes de violence qui prospèrent dans des contextes assombrissant l'horizon des plus démunis, il nous semble important que la prochaine conférence internationale, qui se tiendra l'an prochain en Australie, **intègre dans le cadre réglementaire et opérationnel qui ne manquera pas de se renforcer, le discernement nécessaire au développement économique des territoires ruraux** de cet « arc de crise » du terrorisme. Les débats, mais aussi les travaux préparatoires, pourraient utilement associer des représentants du secteur de la microfinance.

Les mesures évidemment indispensables de contrôle, de régulation et d'encadrement des flux et services financiers doivent cependant veiller à la protection de ces acteurs de terrain qui développent, y compris dans des contextes nationaux difficiles, une finance responsable, inclusive et engagée pour le bien commun. Il serait totalement contreproductif, que les mesures prises se traduisent par une difficulté, voire une impossibilité d'accès au financement international pour ces institutions.

Eric Campos

^[1] « Inégalités de revenus en Afrique subsaharienne », ouvrage publié sous la direction de Ayodele Odusola, Giovanni Andrea Cornia, Haroon Bhorat et Pedro Conceição, PNUD, 2017